



DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DE BRETAGNE

Lorient, le 12 décembre 2005

SUBDIVISION DU MORBIHAN

3, rue Jean Le Coutaller
56100 LORIENT

Téléphone : 02.97.84.19.20

Télécopie : 02.97.21.31.72

H.

jl-Mendon\rapport.doc

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

O B J E T : Installations Classées.

Établissement **KERLYS** à Locoal-Mendon.

Proposition de prescriptions complémentaires visant à imposer une étude technico-économique sur les solutions envisageables pour que l'établissement KERLYS respecte les niveaux sonores admissibles.

P. Jointe : Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE -

I.1 - Activités de l'établissement et localisation

La société KERLYS exploite sur la commune de Locoal-Mendon une conserverie de légumes (haricots verts, flageolets, pois,...).

L'établissement est implanté en bordure de la route départementale n° 22 reliant Auray à Belz. Il se situe dans une zone à dominance agricole qui comporte également quelques exploitations agricoles et habitations.

On note :

- un groupe d'habitations au Sud-Est de l'établissement, dont les plus proches se trouvent à environ 10 mètres des limites de propriété de l'établissement,
- une habitation à 10 mètres au Nord des limites de propriété de l'établissement,
- une crêperie à 10 mètres au Nord-Ouest des limites de propriété de l'établissement.

- Page 1/3 -

I.2 - Situation administrative

L'établissement est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation du 10 janvier 2002.

II - RAPPELS -

Suite aux rapports d'étude acoustique des bureaux d'étude Aber Environnement et JIBi Conseils concluant à la nécessité de réaliser certains aménagements en vue de réduire les nuisances sonores dues à l'activité de l'établissement, il a été prescrit à la société KERLYS, par arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2005, de réaliser des aménagements. Pour répondre à cet arrêté, l'exploitant a engagé les actions suivantes :

- mise en place d'un bardage autour de la ligne pois/flageolets,
- mise en place d'une lame de polypropylène sous le godet de la chargeuse afin de limiter l'impact sonore du raclage,
- révision et maintenance des équipements,
- arrêt de la réparation des palettes la nuit,
- une consigne a été rédigée pour que les chauffeurs arrêtent le moteur des camions en attente ou en cours de pesée,
- la porte coulissante en façade Nord, côté route départementale n° 22, a été fermée et condamnée,
- une consigne a été rédigée afin de sensibiliser le personnel à la conduite des engins de manutention pour limiter les émissions sonores.

S'agissant de la mise en place d'une lame sous le godet, lors d'une inspection, nous avons constaté que la lame n'était pas présente. L'exploitant nous a indiqué que suite aux frottements sur le sol, les boulons s'abîment puis se cassent et donc au bout d'un certain temps, la lame finit par tomber.

Sur ce point, l'exploitant s'est engagé à compter du 10 janvier 2006 à utiliser un nouvel appareil de chargement qui sera muni d'un godet équipé « d'origine » de caoutchouc sur les côtés afin de limiter les bruits de raclage lors des frottements du godet sur le sol.

Afin de s'assurer de l'efficacité des aménagements susvisés, une campagne de mesure des émissions sonores a été réalisée en septembre/octobre 2005.

Les résultats de cette campagne sont joints au présent rapport.

Il ressort que les niveaux sonores en limite de propriété sont conformes aux niveaux fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de jour et de nuit (65 dB(A) de jour et 55 dB(A) de nuit), sauf en deux points :

« maison au Nord » : 69,1 dB(A) de jour ;
« crêperie » : 68,5 dB(A) de jour.

Les émergences¹ sont conformes en période de jour sauf aux 2 points précités :

« maison au Nord » : 7,4 dB(A) pour 6 autorisés ;
« crêperie » : 6,8 dB(A) pour 6 autorisés.

¹ différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement).

Pour la période de nuit, les émergences sont supérieures aux valeurs admissibles. Il convient toutefois de noter que ces émergences ont diminué par rapport aux mesures du mois de janvier 2005 (cf. résultats de la campagne de mesurages réalisée en janvier 2005 avant les aménagements joints au présent rapport).

Suite à ce constat, l'exploitant a engagé une réflexion sur les actions à mener pour ne pas dépasser les niveaux admissibles de jour et de nuit dans les zones à émergence réglementée et envisage le déplacement de la ligne haricots verts vers l'ouest du site en continuité du bâtiment existant dans un bâtiment fermé.

Une étude acoustique prévisionnelle a été réalisée afin d'analyser l'efficacité en terme de bruit engendré par ce déplacement. Cette étude comprend :

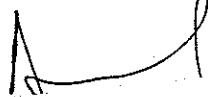
- un mesurage autour de toutes les sources de bruit sur le site,
- une modélisation du site actuel et du site futur après réaménagement,
- des cartes de bruit et de calcul des contributions sonores au voisinage dans les deux configurations.

De cette étude, il ressort qu'en fonctionnement normal de l'entreprise, étant considéré le fonctionnement dominant des lignes pois/racines ou lignes flageolets/haricots verts, les émergences prévisionnelles devraient être inférieures, de jour et de nuit, aux seuils réglementaires en considérant les nouvelles implantations de ligne.

IV - CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES-

Les résultats de la campagne de mesurages réalisés après les aménagements prévus par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2005 montrent une diminution des émergences au niveau des habitations proches de l'établissement pour la période nocturne. Néanmoins, ces émergences sont encore supérieures aux niveaux admissibles. Aussi, nous proposons, selon le projet d'arrêté joint au présent rapport que la société KERLYS réalise une étude technico-économique sur les solutions envisageables, et notamment le déplacement de la ligne haricots verts, pour respecter les niveaux sonores admissibles. Cette étude devra être accompagnée d'un échéancier de travaux.

L'Inspecteur des Installations Classées,



Vu et transmis, avec avis conforme
Le Chef de Subdivision,

